

Pour un volontariat solidaire et responsable

Si le volontariat international permet d'agir pour un monde plus solidaire, il a son pendant mercantile : le «volontourisme», avec des offres de «voyage solidaire» présentées par des organisations à but lucratif dans une logique purement commerciale, bien souvent au détriment de l'intérêt général et des populations. C'est pour lutter contre ces dérives que la plateforme France Volontaires, dont fait partie le Défap, a lancé un cycle d'ateliers fin 2020, travaillé avec la députée Anne Genetet à une proposition de loi spécifique, et s'apprête à lancer une campagne de sensibilisation pour un volontariat international solidaire et responsable.



De l'engagement solidaire, le «volontourisme» reprend généralement tous les codes. À ceci près qu'il est organisé par des entreprises, qui utilisent les méthodes commerciales du tourisme de masse sous couvert de l'image du volontariat international, afin de pouvoir faire du profit sur la misère et la détresse, mais aussi sur la bonne volonté de jeunes désireux de s'engager. Ces agences de voyage d'un genre particulier organisent leurs séjours, non pas en fonction des besoins des populations locales, mais plutôt de la loi de

l'offre et de la demande. Les coûts des séjours de «volontourisme» sont généralement élevés, en moyenne 2000 euros / personne pour 2 semaines (vols non compris).

Alors que le rôle positif du volontariat international en faveur d'un monde plus solidaire a été souligné par le Secrétaire général des Nations unies, qui dans son rapport de synthèse de décembre 2014 notait que les volontaires constituent «un levier puissant et transversal de la mise en œuvre des Objectifs de développement durable», le «volontourisme», au mieux, n'apporte rien aux populations locales, et au pire, déséquilibre l'économie locale, entretient la pauvreté voire crée des inégalités nouvelles, tout en empêchant une vraie rencontre entre les volontaires et les populations locales, et en perpétuant les stéréotypes chez les uns comme chez les autres.

Des ateliers, une proposition de loi, une future campagne de sensibilisation

Face à ces dérives qui nuisent à la fois au volontariat international et aux populations locales, France Volontaires a organisé un cycle d'ateliers sur la thématique du volontourisme qui a réuni une douzaine de membres, dont le Défap, et qui a abouti à l'élaboration d'une définition partagée et d'un plan d'action, ainsi qu'à la mise en place de groupes de travail dédiés. Plateforme française des Volontariats internationaux d'échange et de solidarité, et opérateur du ministère de l'Europe et des Affaires étrangères, France Volontaires réunit l'État, des collectivités territoriales et des associations autour d'une mission d'intérêt général : le développement et la promotion des engagements volontaires et solidaires à l'international. Elle ne se contente pas d'agir sur le terrain : elle fait aussi de la prospective, et s'efforce de promouvoir le rôle des volontaires internationaux dans les grands enjeux du monde contemporains. En particulier, elle souligne le poids de leur

engagement dans ces secteurs cruciaux que sont le développement et la solidarité internationale.

Dans le cadre de la lutte contre les dérives du volontourisme, France Volontaires a aussi mené un travail de fond avec Anne Genetet, députée des Français de l'étranger, pour l'élaboration d'une proposition de loi qui a été déposée à l'Assemblée nationale à l'occasion de la Journée internationale du volontariat, en décembre dernier. Plusieurs dispositions de ce texte ont depuis été intégrées à l'actuel projet de loi sur le développement solidaire et la lutte contre les inégalités mondiales qui sera adopté dans les jours à venir par le Parlement.

En parallèle, un travail a été mené avec l'ONG Friends International sur la définition d'un projet de campagne de sensibilisation pour un volontariat international solidaire et responsable. C'est en préparation de cette future campagne que les participants des ateliers organisés en décembre dernier sur les dérives du volontourisme sont amenés à se retrouver début juillet.

Retrouvez ci-dessous le webinaire organisé le 4 décembre dernier autour de la proposition de loi de la députée Anne Genetet :

À voir également : «Avec les meilleures intentions du monde», un reportage d'Envoyé Spécial diffusé le 3 mars 2017.